Jeudi 22 mars 2018
Tous et toutes en grève et dans les actions

Le gouvernement a lancé une offensive sans précédent contre le service public, contre le statut de la Fonction publique et contre les fonctionnaires.

Les annonces du premier ministre à l'issue du premier comité interministériel de la transformation publique, le 1er février, préparent des décisions douloureuses.

Amplification de la rémunération au mérite,
Recours massif aux contractuels en lieu et place des emplois de titulaires,
Mobilité forcée dans la Fonction Publique ou le privé avec plan de départ volontaire,
Disparition d'instances du dialogue social sur le modèle de la Loi travail.

Le comité CAP22 fera connaître ses conclusions et ses propositions fin mars/début avril

Supprimer 50 000 emplois dans la Fonction Publique de l'État,
Économiser 4 milliards d'euros de dépenses publiques,
Abandonner des pans entiers de missions en les déléguant ou les transférant au privé.

L'exécutif annoncera ses décisions concrètes en avril.
Tout laisse à penser que les directions de Bercy, sans exception, soient très largement concernées par les restructurations à venir. Les ministères économiques et financiers ne sont-ils pas considérés comme LE principal réservoir de suppressions d'emplois et d'économies d'échelle ?

Préalablement à ses orientations, les fonctionnaires ont dû également subir :

le gel de la valeur du point d'indice,
l'instauration d'un jour de carence,
la hausse de 22 % de la CSG,
le report de la revalorisation de la grille indiciaire prévue dans PPCR.

Face à toutes ces attaques,
la riposte est plus que jamais nécessaire :
Pour les missions, l'emploi, les carrières, le pouvoir d'achat
Pour un service public républicain au bénéfice de tous les citoyens

MOBILISATION GÉNÉRALE LE 22 MARS

Paris le 6 mars 2018